



Doc. 12803

5 décembre 2011

Election du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Communication
du Comité des Ministres

**Lettre de la Présidente des Délégués des Ministres au Président de l'Assemblée parlementaire, datée
du 24 novembre 2011**

(traduction)

Monsieur le Président,

En vertu de l'article 9 de la résolution Res(99)50 sur le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, je tiens à vous informer qu'à la suite d'une procédure de vote, le Comité des Ministres a dressé, à sa 1127^e réunion des Délégués (22-24 novembre 2011), une liste de trois candidats sur les cinq proposés, dont les noms sont donnés dans l'ordre alphabétique pour indiquer que le Comité des Ministres ne souhaite pas exprimer de préférence entre les candidats qui figurent dans la liste.

Veuillez trouver ci-joint une copie de la décision dans les deux langues officielles.

Signé: Eleanor FULLER
Présidente des Délégués des Ministres

Point 4.1

Election du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

(Résolution Res(99)50, CM/Inf(2011)47, CM(2011)137, CM(2011)154, CM(2011)159, CM(2011)160, CM(2011)161 rev)

Décision

Les Délégués décident de transmettre à l'Assemblée parlementaire, conformément à l'article 9, paragraphe 1, de la Résolution Res(99)50, la liste suivante de trois candidats, par ordre alphabétique:

- M. Pierre-Yves MONETTE (Belgique)
- M. Nils MUIŽNIEKS (Lettonie)
- M. Frans TIMMERMANS (Pays-Bas)

ANNEXE 1



Représentation Permanente
de la Belgique
auprès du Conseil de l'Europe

Strasbourg, le 28 octobre 2011

Monsieur Thorbjørn JAGLAND
Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
67000 STRASBOURG

N: 276

Monsieur le Secrétaire général,

En référence à votre lettre du 22 août 2011 et conformément à l'article 9(2) de la Résolution (99)50 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, j'ai l'honneur de vous faire parvenir la candidature de M. Pierre-Yves Monette aux fonctions de Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

Je suis intimement convaincue que M. Monette est un excellent candidat à ce poste important eu égard à ses qualifications, son engagement personnel et sa vaste expérience en matière de droits de l'homme, de médiation internationale et de renforcement de l'état de droit.

Expert confirmé au Département des Affaires Politiques des Nations Unies et professeur au Collège d'Europe (Bruges), M. Monette contribue énergiquement depuis plusieurs années aux travaux de différentes organisations internationales (ONU, Conseil de l'Europe, Union européenne, Francophonie). En sa capacité antérieure de Médiateur fédéral, faisant également office de Commissaire aux droits de l'homme national, M. Monette s'est montré particulièrement actif dans les réseaux des ombudsmans nationaux et régionaux, assistant à la rédaction de la loi établissant la fonction de médiateur national dans différents Etats membres. Je ne doute pas que sa persévérance, sa sensibilité multiculturelle et son grand sens du dialogue seront des atouts précieux pour exercer une fonction exigeante où l'indépendance, l'impartialité et le développement de relations de confiance avec l'ensemble des Etats membres s'avèrent primordiaux.

Avocat et philologue de formation, auteur de très nombreuses publications en matière de droits de l'homme et d'état de droit, M. Monette pourra également mettre à profit de l'organisation sa connaissance approfondie des « nouveaux » droits de l'homme.

Vous trouverez des informations détaillées sur ses qualifications dans le curriculum vitae joint à ce courrier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma haute considération.

Signé:
Marjan JANSSENS
Chargée d'Affaires a.i.

Pierre-Yves MONETTE

CURRICULUM VITAE + CANDIDATURE**COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME DU CONSEIL DE L'EUROPE***Exist also in English***1. MON PROJET**

- Agir avec indépendance et dialogue, sans dogmatisme ni confrontation :
 - o Indépendance dans l'exercice de la fonction
 - o Compréhension pour les paramètres politiques, socio-économiques, culturels & historiques dans l'approche globale de la situation des Droits de l'Homme
 - o Pratique du dialogue et non de la confrontation
- Consolider les acquis des deux premiers Commissaires aux Droits de l'Homme :
 - o Développer les relations de confiance avec les Etats membres
 - o Coopérer avec les acteurs des Droits de l'Homme, tant institutionnels que civils, dans les différents Etats membres
 - o Poursuivre tant les analyses thématiques que les analyses systématiques des Droits de l'Homme dans les différents Etats membres
 - o Servir de médiateur entre les parties dans des différends impliquant des Droits de l'Homme
 - o Elargir l'action du Commissaire aux 'nouveaux' Droits de l'Homme
- Collaborer, dans une relation bien comprise d'indépendance et de coopération, avec les différents organes au sein du Conseil de l'Europe :
 - o Le Secrétariat général
 - o Les différentes Directions générales
 - o Le Comité des Ministres et leurs Délégués
 - o L'Assemblée parlementaire et les parlementaires rapporteurs
- Remplir la mission confiée au Commissaire aux Droits de l'Homme par le Protocole n° 14 :
 - o En s'acquittant de cette mission avec discernement
- Coopérer avec les Médiateurs nationaux et régionaux, les Institutions nationales pour la promotion/la protection des Droits de l'Homme et les institutions nationales de lutte contre les discriminations et de protection des groupes vulnérables, notamment en :
 - o Intensifiant encore l'échange d'information avec ces institutions
 - o Développant avec elles une coopération dans des dossiers spécifiques
 - o Organisant des échanges d'expérience et de formation
 - o Favorisant la mise en place de Médiateurs et d'Institutions nationales les Etats membres non encore dotés de telles institutions
- Renforcer la visibilité du travail effectué par le Commissaire aux Droits de l'Homme :
 - o Développer les contacts avec les médias et les autres relais et assurer une présence dans les conférences majeures
 - o Renforcer encore l'audience des différents rapports du Commissaire
 - o Etablir des partenariats avec les Organisations internationales compétentes en matière de Droits de l'Homme
 - o Utiliser les canaux modernes pour développer des réseaux d'information
 - o Développer des partenariats avec le monde de l'enseignement pour accroître la conscientisation aux Droits de l'Homme dès l'école
 - o Relancer les partenariats avec les différences églises et les organisations laïques, ainsi qu'avec d'autres conducteurs d'opinion

2. MON PROFIL

- Expert à l'ONU, Département des Affaires Politiques (DAP-MSU), en matière constitutionnelle, de médiation et de Droits de l'Homme (depuis 2011)
- Professeur au Collège d'Europe, en Modes Alternatifs de Résolution des Conflits et en Médiation internationale (depuis 2002)
- Expert en Droits de l'Homme, Médiation et Etat de droit pour le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et la Francophonie (depuis 1998)
- Médiateur national d'un Etat membre (1^{er} Médiateur fédéral de Belgique), très actif dans les réseaux des médiateurs et ombudsmans nationaux et régionaux: aide à la rédaction de la loi établissant le Médiateur national dans différents Etats membres et formation du staff de différents Médiateurs nationaux (1997-2005)
- Très présent également sur les nouveaux Droits de l'Homme, tel que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement par exemple (Secrétaire général de la Fédération européenne de l'eau et de l'assainissement – depuis 2007)
- Sens du dialogue, très précieux pour l'exercice d'une fonction dont l'efficacité est à la mesure du juste ton pour concilier l'intangibilité des principes et la spécificité des situations rencontrées
- Bon connaisseur du continent européen (nombreux contacts & réseaux en Europe occidentale, centrale, orientale, méridionale et nordique)
- Multilingue (Français, Anglais, Allemand, Espagnol, Néerlandais et, dans une moindre mesure, Italien & Portugais)
- Nombreuses autres publications en matière de Droits de l'Homme, Médiation et Etat de droit (cf. point 4)
- Acteur du débat européen: auteur des livres *l'Europe, état d'urgence* préfacé par Boutros Boutros-Ghali et *Les Etats-Unis & l'Europe*, préfacé par Wilfried Martens & Laurent Fabius
- Bon gestionnaire d'équipe (Cabinet du Roi Baudouin, Cabinet du Roi Albert II, Médiateur fédéral)
- Très à l'aise dans les environnements multiculturels

3. CURRICULUM VITAE

I. DONNEES PERSONNELLES

Pierre-Yves MONETTE
Belge, né à Bruxelles le 5 novembre 1960
Marié, deux enfants

II. ETUDES, DIPLOMES ET AUTRES QUALIFICATIONS

- * Maîtrise en droit (*cum laude*), Université de Louvain (Belgique, 1984)
- * Baccalauréat en philologie romane, Université de Louvain (Belgique, 1982)
- * Diplôme en langue et littérature espagnoles, Université de Salamanque (Espagne, 1987)

III. ACTIVITES PROFESSIONNELLES

Depuis 2011: Expert pour les Nations Unies (DAP-MSU) en matière constitutionnelle, de médiation et Droits de l'Homme
Depuis 2007: Secrétaire général d'EUREAU (Fédération européenne de l'eau et de l'assainissement)
Depuis 2002: Professeur au Collège d'Europe, à Bruges (Modes alternatifs de règlement des conflits et Médiation internationale)
Depuis 1998: Expert en Droits de l'Homme, Médiation et Etat de droit pour différentes organisations internationales et pour différents Etats
1997- 2005 : Médiateur fédéral de Belgique
1994-1996: Avocat au barreau de Bruxelles
1991-1993: Conseiller au cabinet du Roi Baudouin, puis du Roi Albert II

IV. ACTIVITES ET EXPERIENCE DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Expertise en Droits de l'Homme, Médiation et Etat de droit en Belgique et pour le Conseil de l'Europe, l'Union Européenne, les Nations Unies, EUREAU et la Francophonie):

- * **Belgique**: Médiateur fédéral de Belgique (1997-2005): En Belgique, en l'absence d'une Commission nationale des Droits de l'Homme, le médiateur fédéral couvre les Droits de l'Homme
- * **Europe**: Bosnie-Herzégovine (2001), Bulgarie (1998, 2002, 2010), Chypre (2008, 2009, 2010), Croatie (2001), Danemark (2009), Espagne (2008, 2009, 2010), Hongrie (2005, 2010), Italie (2009, 2010, 2011), Macédoine (2003), Norvège (2010), Pologne (2009, 2010), Portugal (2009), République tchèque (2002, 2009), Roumanie (2000, 2009), Russie (2005), Serbie (2004, 2005), Slovaquie (2011), Slovénie (2001), Suède (2009, 2010), Turquie (2005, 2010)
- * **Afrique**: Burkina Faso (1999 & 2004), Centrafrique (2011), Egypte (2005), Tchad (2000), Congo (2003), Congo-RDC (2004, 2005, 2006, 2011), Ethiopie (1998), Mali (2000, 2004, 2006)
- * **Moyen-Orient**: Liban (2000, 2002, 2005), Emirats Arabes Unis (2010)

V. ACTIVITES PUBLIQUES

- * médiateur fédéral de Belgique (1997-2005)
- * Conseiller au cabinet du Roi (1991-1993)
- * Promotion des droits de l'Homme environnementaux, principalement l'accès à l'eau et à l'assainissement (depuis 2007)

VI. AUTRES ACTIVITES

Activités académiques: Professeur au Collège d'Europe, Bruges

VII. PUBLICATIONS

(voir ci-dessous)

VIII. CONNAISSANCES LINGUISTIQUES

(5= langue maternelle / 4 = excellent / 3 = bon / 2= moyen / 1 = basique)

- * Français (5)
- * Anglais (parlé 4 / lu 4 / écrit 4)
- * Néerlandais (parlé 4 / lu 4 / écrit 4)
- * Espagnol (parlé 4 / lu 4 / écrit 3)
- * Allemand (parlé 3 / lu 2 / écrit 2)
- * Portugais (parlé 2 / lu 1 / écrit 1)
- * Italien (parlé 1/ lu 1/ écrit 1)

IX. AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES

- * grande expérience en promotion/contrôle des Droits de l'Homme, résolution des conflits et renforcement de l'état de droit
- * habitué à négocier avec les autorités gouvernementales et parlementaires
- * connaissance approfondie des processus internes/externes de contrôle constitutionnel et de légalité
- * très bonne maîtrise des pratiques et de l'organisation judiciaires (CoE – Protocole 14)
- * nombreux contacts avec les ONG et la société civile
- * sens aigu de la psychologie et du dialogue
- * haute sensibilité multiculturelle
- * très bonne capacité d'analyse

Publications les plus récentes ou pertinentes

LIVRES

- * *Les Etats-Unis & l'Europe*, Co-éd. Bruylant, Nauwelaerts & Frison-Roche, Bruxelles-Paris, 1991, (préfaces de L. Fabius & W. Martens) (Médaille d'argent 'Robert Schuman', Stiftung Toepfer FVS).
- * *Europe, état d'urgence*, Ed. Desclée de Brouwer, Paris, 1997 (préface de B. Boutros-Ghali).
- * *Métier de Roi – famille, entourage, pouvoir*, (en Français) Ed. Alice, Bruxelles, 2002 // (en Néerlandais) Ed. Van Halewijk, Louvain, 2003.
- * *Belgique, où vas-tu*, Ed. Mardaga, Wavre, 2007

OUVRAGES COLLECTIFS (en Français ou en Anglais)

- * *La Constitution belge*, Ed. Le Cri Ed., Bruxelles, 2004
- * *Les organes non juridictionnels et la promotion & la protection des droits de l'Homme*, éd. de l'IDEF, Paris, 2003
- * *Les institutions de la démocratie & l'Etat de droit*, in Actes du colloque international sur les pratiques de la démocratie, du droit & des libertés, éd. de l'OIF, Paris, 2000.

AUTRES PUBLICATIONS

En Français

- * *La gouvernance démocratique, paramètre du développement durable*, in Chroniques de Droit Public, N° 1, Bruges, 2009.
- * *Pouvoir politique & médiation institutionnelle*, in Chroniques de Droit Public, N° 1, Bruges, 2006.
- * *L'évolution de l'institution du Médiateur dans l'espace juridique & politique européen*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2004.
- * *Justice & Médiation*, in La Libre Belgique, 24-25.I.2004, Bruxelles, 2004.
- * *Le Médiateur & la loi sur les étrangers*, in Protection des Droits de l'Homme & proximité avec le citoyen : les prérogatives du Médiateur, éd. de l'AOMF, Paris, 2001.
- * *Du contrôle de la légalité au contrôle de l'équité: un essai sur la nature du contrôle de l'Ombudsman parlementaire*, in Revue belge de droit constitutionnel, N° 1, Bruylant, Bruxelles, 2001.
- * *De la médiation, comme mode de règlement des conflits, et de ses différentes applications*, in Administration publique - 99/1, Bruylant, Bruxelles, 2000.

En Anglais

- * *Elargir la démocratie*, European Voice, 9-15 juin, 2005.
- * *De l'approche conflictuelle à l'approche consensuelle - une analyse contemporaine de la médiation institutionnelle*, in Perspectives & challenges de l'Ombudsman pour le 21^e siècle, éd. du Commissaire pour l'administration, Nicosie, 2002.
- * *Le Médiateur parlementaire en Belgique : une institution au service du renforcement de la démocratie*, in Les Commissions des Droits de l'Homme & les Ombudsmans, Kluwer Law International, La Haye, 2001.
- * *Le Médiateur parlementaire, instrument naturel de la protection & de la promotion des Droits de l'Homme*, in Les Médiateurs, le traité d'Amsterdam et l'intégration européenne, éd. du Méd. européen, Strasbourg, 1999.

Octobre 2011

ANNEXE 2

TRADUCTION

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DE LETTONIE

Adresse : K. Valdemāra iela, LV-1395 Riga, Latvija.

Téléphone : (+371) 67016201, 67016239

Fax (+371) 67828121, 67282882, – e-mail : mfa.cha@mfa.gov.lv

Riga, le 8 septembre 2011

N°37/252 – 3119

M. Thorbjørn Jagland
Secrétaire Général
du Conseil de l'Europe

Monsieur le Secrétaire Général,

En référence à votre lettre du 22 août 2011 et conformément à l'article 9 paragraphe 2 de la résolution (99) 50 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, **j'ai l'honneur de présenter M. Nils Muižnieks en qualité de candidat du gouvernement de la République de Lettonie au poste de Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe.**

Le gouvernement de la République de Lettonie estime qu'au regard des qualifications et de la grande expérience professionnelle de M. Muižnieks en matière de droits de l'homme, il est un candidat idoine à ce poste élevé.

M. Muižnieks a développé de longue date une vaste expérience dans divers domaines liés aux droits de l'homme, notamment dans le cadre de son travail en tant que membre et aujourd'hui de président de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance(ECRI), et dans le cadre de missions spéciales en tant que ministre chargé des questions de l'intégration sociale de Lettonie. De plus, M. Muižnieks a fait des études approfondies sur les questions des droits de l'homme, comme l'attestent ses diverses publications.

Un curriculum vitae plus détaillé de M. Nils Muižnieks est joint ci-après.

Nous sommes convaincus que M. Muižnieks a l'expérience nécessaire, les qualifications personnelles requises et l'engagement voulu pour s'acquitter avec succès du mandat de Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

Je vous prie d'agréer, votre Excellence, l'assurance de ma parfaite considération.

(signature)

Ģirts Valdis Ktistovskis
Ministre des affaires étrangères
de la République de Lettonie

**Lettre de candidature de Nils Muižnieks
au poste de Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe**

Le poste de Commissaire aux droits de l'homme exige une grande compétence professionnelle en matière de droits de l'homme, une vaste expérience, des connaissances approfondies du Conseil de l'Europe et de sa place dans le système européen des droits de l'homme, ainsi qu'un sens bien rodé de la manière de faire aboutir les choses. Je pense détenir toutes les qualités nécessaires pour ce poste. J'ai l'intention de poursuivre l'action remarquable menée par le bureau du Commissaire pour la mener avec succès au regard des défis auxquels il devra faire face dans les six prochaines années.

Je travaille dans le domaine des droits de l'homme depuis 17 ans dans une vaste gamme d'activités. Depuis 2005, je suis membre pour la Lettonie de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI). Mes connaissances et mon leadership m'ont valu le respect de mes collègues de l'ECRI qui m'ont élu président en janvier 2010. En tant que président, j'ai non seulement acquis une expérience des travaux du Conseil de l'Europe de l'intérieur, mais j'ai également acquis une conscience aiguë de leur place dans une architecture européenne plus vaste des droits de l'homme et de l'impératif de rechercher des synergies avec d'autres organes. En ma qualité de président de l'ECRI, j'ai développé les compétences diplomatiques que j'avais acquises en tant que ministre chargé d'un portefeuille vaste et sensible au Gouvernement letton.

De 2002 à 2004, au sein du Gouvernement letton, j'étais chargé de l'intégration sociale, de la lutte contre les discriminations, des droits des personnes appartenant à des minorités nationales et du développement de la société civile. J'y ai appris les politiques des droits de l'homme de l'intérieur, les contraintes auxquelles les gouvernements font face et leurs sensibilités, les coalitions qui doivent être forgées, l'importance de relations avec les médias et la société civile, ainsi que les possibilités de coopération qui s'ouvrent aux personnes de bonne volonté afin de mettre en œuvre les changements.

J'ai également eu le privilège de travailler à l'université et dans la société civile. J'ai un doctorat en sciences politiques et mène actuellement un enseignement et des recherches sur les questions de racisme, d'intégration des immigrants, des personnes appartenant à des minorités nationales en Europe et des politiques de changement dans l'ère postcommunisme. Dans les années 1990, j'ai dirigé la principale organisation non gouvernementale lettone de défense des droits de l'homme engagée dans l'éducation et la formation aux droits de l'homme, j'ai assuré le suivi d'institutions fermées, promu l'égalité entre les femmes et les hommes, et les droits des personnes appartenant à des minorités nationales. Nos travaux ont été couronnés de plusieurs distinctions régionales. Mes langues maternelles sont l'anglais et le letton et je connais bien le français et le russe.

Quelle sera mon action en tant que Commissaire aux droits de l'homme ? Il est essentiel de maintenir l'indépendance de ce poste et d'adopter une approche égale envers tous les États membres. Dans le même temps, le Commissaire est dans une position unique pour faire face à des situations urgentes et des défis à relever sur une base ad hoc. Le maintien de l'indépendance devrait être complété par une étude plus approfondie des synergies avec d'autres mécanismes de suivi du Conseil de l'Europe, des organes politiques, et des programmes d'assistance, notamment dans le contexte de la réforme en cours du Conseil de l'Europe.

Concernant les partenaires extérieurs, la mise en place d'une coopération plus soutenue avec l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) et l'OSCE est essentielle. En plus de la poursuite de la coopération avec FRA sur des questions relatives à la discrimination à l'encontre des personnes appartenant à différents groupes vulnérables, un des domaines possibles de coopération pourrait être la protection des données et les droits de l'homme. La coopération avec l'OSCE pourrait porter sur les droits de l'homme et la société de l'information, par exemple combattre le racisme dans les réseaux sociaux et exploiter leur potentiel en matière de droits de l'homme.

Les principaux partenaires du Commissaire dans les États membres sont les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les médiateurs. En plus d'une coopération visant l'échange de bonnes pratiques afin que ces organisations soient fortes, indépendantes, et efficaces, je souhaiterais étudier les moyens d'intensifier la coopération entre ces organismes et les institutions universitaires qui assurent la promotion de l'éducation aux droits de l'homme, et les ministères de l'éducation. Ces organismes ont eux aussi un rôle clé à jouer dans la promotion des droits de l'homme dans les institutions fermées (cellules de détention de la police, centres de réfugiés, prisons, et établissements psychiatriques).

Le Commissaire devrait jouer un rôle actif dans le suivi du rapport du Conseil de l'Europe par le groupe d'éminentes personnalités « Vivre ensemble en Europe » et mettre l'accent sur les migrants et les demandeurs d'asile, sur le volet « droits de l'homme » des politiques d'intégration, ainsi que sur la prévention de la violence raciste.

Le Commissaire devrait aussi continuer à promouvoir les droits des enfants vulnérables, notamment des enfants handicapés, des migrants mineurs non accompagnés et des demandeurs d'asile, des victimes de la traite, de ceux qui sont placés en institutions, des Roms, ainsi que des apatrides. Les questions d'égalité entre les femmes et les hommes resteront l'une de mes priorités, notamment les questions de non-discrimination, de violence domestique et de traite. En la matière, le Commissaire devrait explorer les moyens d'approfondir la coopération avec les nouveaux mécanismes de suivi du Conseil de l'Europe. Les droits socio-économiques, de manière générale, continueront à occuper l'attention du Commissaire, en particulier dans le contexte de la crise économique mondiale actuelle.

Il est, à mes yeux, plus qu'opportun que quelqu'un issu de la moitié orientale de l'Europe assume un poste clé en matière de droits de l'homme en Europe, comme le poste de Commissaire. Ceux qui ont aidé à instaurer la liberté dans un contexte postcommuniste ont une contribution spéciale à apporter à la culture européenne des droits de l'homme. En tant que candidat de la Lettonie ayant une vaste expérience sur tout le continent et ayant un attachement à long terme aux droits de l'homme, je pense que je dispose des compétences requises pour relever les défis de ce poste.

Cordialement,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nils Muiznieks', followed by a long horizontal flourish.

Nils Muiznieks

Candidat au poste de Commissaire aux droits de l'homme
République de Lettonie

CURRICULUM VITAE

Détails personnels

Prénom, nom : **NILS MUIZNIEKS**
Sexe : masculin
Date de naissance : 31/01/1964
Nationalité : Letton

Activités professionnelles

Décembre 2005 à ce jour

Directeur, Institut avancé des recherches sociales et politiques (ASPRI), Faculté des sciences sociales, Universités de Lettonie, Riga, Lettonie

Dirige la recherche, gère le personnel (19 personnes) ; directeur adjoint du programme de recherche « identité nationale », enseigne « les organisations internationales et les minorités en Europe centrale et orientale », « le racisme et l'intolérance dans l'Europe contemporaine », « la politique de la Russie dans la Communauté des États indépendants et les États baltes » ; préside un séminaire d'études supérieures sur « l'analyse des processus politiques, sociaux et économiques dans l'espace postsoviétique » ;

Novembre 2002 - décembre 2004

Missions spécifiques : ministre chargé des questions d'intégration sociale, gouvernement de la République de Lettonie.

Ministre à part entière chargé de la politique d'intégration sociale, des droits des personnes appartenant à des minorités nationales, de la lutte contre la discrimination raciale/ethnique, du développement de la société civile ; chargé de la législation en matière de lutte contre la discrimination, de l'intégration sociale, du cadre juridique des ONG ; a coordonné des groupes de travail interministériels pour le programme national sur la tolérance, le cadre politique du renforcement de la société civile, la coopération avec les Lettons à l'étranger ; a conseillé les pouvoirs locaux sur la politique d'intégration ; a représenté la Lettonie auprès de l'UE, de l'OSCE, des Nations Unies.

Juin 1994- novembre 2002

Directeur, centre letton des droits de l'homme et des études ethniques (actuellement centre letton des droits de l'homme) Riga, Lettonie.

A dirigé l'ONG de défense des droits de l'homme qui a reçu une distinction (UE-Etats-Unis distinction démocratie et société civile 1998, premier prix OSCE Max van der Stoep 2003) ; volet organisationnel : éducation/promotion des droits de l'homme, institutions fermées, égalité entre les femmes et les hommes, droits des personnes appartenant à des minorités nationales ; a supervisé le monitoring des droits de l'homme, la recherche, la sensibilisation, l'éducation, l'aide juridique (dix personnes).

Directeur de programme à temps partiel, programme sur les droits de l'homme et la tolérance, Fondation SOROS-Lettonie, Riga, Lettonie.

A mis en place une stratégie visant à soutenir l'activisme des droits de l'homme dans la société civile ; a mis au point les projets : campagne de sensibilisation à la citoyenneté, création de centres régionaux des droits de l'homme etc. ; a administré des concours de subventions sur le dialogue ethnique, les coalitions de droits de l'homme.

Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Conseil de l'Europe

Membre pour la Lettonie (depuis avril 2005) et président (depuis janvier 2010) de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI).

Activités : préside les réunions plénières de l'ECRI, représente l'ECRI devant le Comité des Ministres, l'APCE, d'autres mécanismes du Conseil de l'Europe, des partenaires internationaux (Union européenne, OSCE, Nations Unies) ; rapporteur pour les rapports nationaux sur la Pologne, les Pays-Bas, la Slovaquie ; membre du groupe de travail pour l'Irlande, l'Islande, la Norvège ; a présidé le groupe de travail sur la Recommandation de politique générale n° 11 sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les activités de la police ; membre principal dans les tables rondes nationales en Allemagne, France.

Actions internationales d'évaluation en matière de droits de l'homme

Mars – avril 2011, évaluateur de la promotion des donateurs occidentaux de la démocratie au **Bélarus** ;

Janvier 2007, expert sur le règlement du conflit/ la cohésion sociale, mission d'évaluation conjointe de l'Union européenne en **Géorgie (Abkhazie et Ossétie du Sud)**, organisée par le Représentant spécial de l'Union européenne au Caucase du Sud et la Commission européenne ;

Printemps 2008, évaluateur, Commission européenne, 7ème programme de recherche cadre, citoyenneté et appropriation démocratique, **Bruxelles, Belgique**, printemps 2008

Travail international de formation aux droits de l'homme

Mai 2009, formateur, intégration des minorités et Europe, institut de la sécurité et la politique de développement, Stockholm/Institut géorgien des études internationales et stratégiques, Tbilissi, Géorgie

Avril 2008, formateur, intégration des minorités et Europe, Institut letton des affaires internationales/Institut moldove de développement et d'initiatives sociales, Chisinau, **Moldova**

Autres travaux universitaires en matière de droits de l'homme

Membre, Conseil consultatif académique, Centre européen sur les questions minoritaires (ECMI), **Flensburg, Allemagne**, depuis 2010

Membre, Conseil européen des relations internationales (Londres), groupe de direction, tableau de bord de la politique étrangère européenne 2010, en particulier politique européenne des droits de l'homme depuis 2009.

Formations et qualifications universitaires et autres

1993 – doctorat, sciences politiques, université de Californie, Berkeley, États-Unis

1988 – maîtrise, sciences politiques, université de Californie, Berkeley États-Unis

1986 – licence, sciences politique, université de Princeton, *summa cum laude*, États-Unis

1985 cours intensifs d'été en russe, institut d'études internationales de Monterey, États-Unis

1984 semestre à l'étranger à l'université de Grenoble, France (lors d'études à l'université de Princeton)

Publications et autres travaux

Deux livres, 33 chapitres ou articles, 14 ouvrages publiés, 12 documents stratégiques, 6 études, plus d'une centaine d'articles de presse

2011 „Latvian-Russian Memory Battles before the European Court of Human Rights“. In *The Geopolitics of History in Latvian-Russian Relations*, ed. Nils Muiznieks. Riga: University of Latvia Press, pp. 219-238.

2010 „Social Integration: A Brief Intellectual History“. In *How Integrated is Latvian Society? An Audit of Achievements, Failures and Challenges*, ed. Nils Muiznieks. Riga: University of Latvia Press, pp. 7-32.

2008 „Latvia: managing post-imperial minorities“ (with David J. Galbreath). In *Minority Rights in Central and Eastern Europe*, ed. Bernd Rechel. London: Routledge, pp. 135-150.

2007 Editor, *The National Minorities Convention – the Prevention of Discrimination and the Preservation of Identity in Latvia*. Riga: University of Latvia (in Latvian).

2006 Editor, *The Framework Convention for the Protection of National Minorities: Europe's Experience for Latvia*. Riga: CoE Information Bureau (in Latvian).

2005 „Preface“, „Latvia“. In *Racist Extremism in Central and Eastern Europe*, ed. Cas Mudde. London: Routledge, pp. X-XII, 101-128.

2003 „The European Union, democratization, and minorities in Latvia“ (with Ilze Brands Kehris). In *The European Union and Democratization*, ed. Paul J. Kubicek. London: Routledge, pp. 30-55.

2002 "Private & Public Prejudice", *Social Research* (69, No. 1, Spring), pp. 195-200.

2002 "Human Development and Human Rights", "Non-Citizens". In *Human Development*, ed. Evita Lune. Riga: UNDP (in Latvian), pp. 31-38 and 216-223.

2001 "Extremist Threats to Democracy in Europe in 2000 and 2001". Background Paper for the Political Affairs Committee of the PACE, November 2001.

2001 "Expert Review Mission on Latvian National Human Rights Office and Ombudsman Functions in Latvia". With John Hucker, Janis Mazeiks, Lauri Lahtimaja. Riga: UNDP/OSCE Mission to Latvia. 19 June 2001.

2000 "The Struggle Against Racism and Xenophobia in Central and Eastern Europe: Trends, Obstacles and Prospects". Paper for the Regional Seminar 'The Protection of Minorities and Other Vulnerable Groups and Strengthening Human Rights Capacity at National Level', UN document HR/WSW/SEM.2/2000/BP.1, 30 June 2000.

Langues

a. langues maternelles : **letton et anglais**

b. langues officielles :

Anglais : parlé, lu et écrit couramment

Français : lu couramment, maîtrise de l'oral et de l'écrit ;

c. Autres langues : **russe** : lu couramment, maîtrise de l'oral, compétences de base en écriture

Autres informations pertinentes

Cross of St.Mary, troisième grade, République d'Estonie, 2005

Social unity award, Fondation de l'intégration sociale, Lettonie, octobre 2002

ANNEXE 3

(traduction)

*Représentation permanente du Royaume des Pays-Bas
auprès du Conseil de l'Europe
Réf. : STR- 127/11*

La Représentation permanente du Royaume des Pays-Bas auprès du Conseil de l'Europe présente ses compliments au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et a l'honneur de proposer la candidature de M. Frans Timmermans au poste de Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

Le Gouvernement néerlandais est convaincu que M. Timmermans est éminemment qualifié pour ce poste.

Ancien ministre des Affaires européennes, M. Timmermans est actuellement porte-parole du Parti travailliste pour les affaires étrangères au sein de la Chambre des représentants des Pays-Bas.

Auparavant, il a travaillé pour le Commissaire européen Hans van den Broek et a occupé les fonctions de conseiller et secrétaire privé de Max van der Stoep, haut-commissaire pour les minorités nationales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Il possède une connaissance exceptionnelle des affaires européennes et des minorités nationales.

M. Timmermans a débuté sa carrière comme diplomate au ministère néerlandais des Affaires étrangères. Durant cette période, il a notamment été affecté à l'ambassade des Pays-Bas à Moscou. Il a une excellente connaissance de l'anglais, du russe, du français, de l'italien et de l'allemand. Son CV complet est joint à ce courrier.

La Représentation permanente du Royaume des Pays-Bas saisit cette occasion pour renouveler au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe l'assurance de sa très haute considération.

Strasbourg, le 31 octobre 2011

A l'attention du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
Strasbourg

Curriculum vitae, Franciscus (Frans) C.G.M. Timmermans

	<i>Nom</i> : Frans Timmermans <i>Nationalité</i> : Néerlandais <i>Date de naissance</i> : 6 mai 1961 <i>Etat matrimonial</i> : marié
---	--

Profile

Ministre des Affaires européennes sous le quatrième et précédent gouvernement Balkenende, Frans Timmermans a été réélu en juin 2010 à la Chambre des représentants où il est actuellement porte-parole du Parti travailliste pour les affaires étrangères.

M. Timmermans est titulaire d'un diplôme de langue et littérature françaises qu'il a obtenu à l'université Radboud de Nimègue, ainsi que d'un Diplôme d'études approfondies en littérature et d'un Diplôme d'études supérieures européennes de l'Université de Nancy où il a suivi un enseignement post-universitaire en Droit européen et Politique européenne et en Littérature française. Excellent orateur, il a, outre le néerlandais, une très bonne maîtrise (niveau langue maternelle) de l'anglais, du français, de l'allemand et de l'italien. Il a également une bonne maîtrise du russe et une bonne connaissance pratique de l'espagnol.

Après avoir effectué son service militaire au Service des renseignements militaires en 1987, il a suivi le programme d'accueil pour diplomates au ministère des Affaires étrangères où il a occupé le poste de chargé de mission au Service de l'intégration européenne. En 1990 il est devenu secrétaire d'ambassade à l'ambassade des Pays-Bas à Moscou. Trois ans plus tard, il est devenu chef adjoint de la Section des affaires européennes rattachée au ministre de la Coopération au développement et ensuite a travaillé pour le Commissaire européen Hans van den Stoel.

En tant que conseiller et secrétaire privé de Max van der Stoel, Haut-Commissaire pour les minorités nationales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), son activité était centrée sur l'Europe centrale, les pays baltes, le Sud du Caucase et l'Asie centrale.

À partir de 1998, M. Timmermans a siégé à la Chambre des représentants des États généraux sous l'étiquette du Parti travailliste (PvdA). Il a été président des commissions parlementaires permanentes sur les affaires étrangères et les questions économiques. Il a également été le porte-parole de son parti pour la défense et les affaires européennes. Il a par ailleurs représenté la Chambre des représentants à la Convention européenne.

Père de quatre enfants, il est très soucieux du bien-être des enfants et préconise de leur offrir toutes les chances pour devenir de solides citoyens indépendants. Il est un fervent partisan de la gouvernance au niveau mondial. Selon lui, il est capital de reprendre les choses à zéro afin de s'occuper des structures organisationnelles et politiques qui doivent être fondamentalement modifiées.

Lors de son brillant discours au TEDxAmsterdam en 2009 sur le thème de la « peur », M. Timmermans a démontré de façon convaincante la nécessité de redéfinir la relation entre l'homme et son environnement naturel. Il a clairement affirmé que le fait que l'existence de la terre et de ses ressources ne soit plus une évidence était sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Plutôt que de créer des conditions de vie favorables pour parvenir au plus grand potentiel humain, la majeure partie de notre temps, de notre argent et de nos efforts devra être consacrée à la lutte contre les catastrophes naturelles et d'origine humaine.

Pour rester sur une note optimiste, il est toutefois absolument convaincu que grâce aux extraordinaires avancées dans les domaines de la science et de la technologie, nous sommes capables d'apporter des changements qui permettront à notre planète d'offrir à chacun d'entre nous une certaine prospérité.

Expérience dans le domaine des droits de l'homme

- **Membre de la Commission des questions politiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe** M. Timmermans s'est profondément investi pour promouvoir et améliorer les droits de l'homme en Europe. Durant cette période, il s'est également attaché particulièrement à promouvoir les droits de l'homme aux Pays-Bas.
- **Conseiller et secrétaire privé de Max van der Stoep, Haut-Commissaire pour les minorités nationales de l'OSCE** Grâce à ce poste, il a acquis une vaste connaissance de la situation des droits de l'homme sur tout le continent européen. Il a appris à combiner le combat pour les droits de l'homme avec une approche pratique axée sur les résultats. Les droits de l'homme ne revêtent pas un caractère déclaratoire mais sont un instrument au service d'une société plus juste, un moyen de résoudre des conflits de longue date.
- **Ministre des Affaires européennes** M. Timmermans a participé régulièrement aux réunions du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe et s'est, à ce titre, occupé de questions relatives aux droits de l'homme.

Activités professionnelles

Jusqu'en 1998	Conseiller et secrétaire privé de Max van der Stoep, Haut-Commissaire pour les minorités nationales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). A ce poste, son activité était centrée sur l'Europe centrale, les pays baltes, le Sud du Caucase et l'Asie centrale.
1994-1995	A travaillé pour le Commissaire européen Hans van den Broek, chargé de l'élargissement de l'Union européenne.
1993-1994	Chef adjoint de la Section des affaires européennes rattachée au ministre de la Coopération au développement au sein du ministère néerlandais des Affaires étrangères
1990-1993	Second secrétaire à l'ambassade des Pays-Bas à Moscou
1988-1990	Chargé de mission au Service de l'intégration européenne du ministère des Affaires étrangères
1986-1987	A effectué son service militaire au Service des renseignements militaires, avant de suivre le programme d'accueil pour diplomates au ministère des Affaires étrangères.

Activités politiques

Juin 2010	Réélu à la Chambre des Représentants , où il est actuellement porte-parole du Parti travailliste pour les affaires étrangères.
Fév. 2007 Fév. 2010	Ministre des Affaires européennes dans le cabinet Balkenende IV.
1998-2007	Membre de la délégation des Pays-Bas auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.
A partir de 1998	Membre de la Chambre des représentants des États généraux sous l'étiquette du Parti travailliste (PvdA). - Président des commissions parlementaires permanentes sur les affaires étrangères et les questions économiques - Porte-parole pour la défense et les affaires européennes - A représenté la Chambre des représentants à la Convention européenne

- A occupé différents postes honorifiques, notamment en tant que membre du Bureau du Mouvement européen et dans diverses organisations à vocation culturelle ou sociale.

Décorations néerlandaises

Chevalier de l'Ordre d'Orange-Nassau, Pays-Bas (2010)

Décorations internationales

Grand croix de l'Ordre du Mérite de la République du Chili (2009)
Commandeur Grand-croix de l'Ordre de l'Etoile polaire, Suède (2009)
Grand-croix de l'Ordre du Grand Duc Gediminas, Lituanie (2008)
Ordre de la Croix de Terra Mariana, première classe, Estonie (2008)
Grand-croix de l'Ordre de la Croix du Sud, Brésil (2008)
Chevalier de la Légion d'Honneur, France (2007)
Commandeur de l'Ordre du Mérite, Roumanie (2005)
Décoration d'honneur branche de laurier en or, Bulgarie (2005)
Ordre du Mérite de la République de Pologne (2006)

Publications

M. Timmermans a écrit de nombreux articles sur les questions d'affaires étrangères et de politique intérieure. Il intervient régulièrement dans le journal néerlandais NRC Handelsblad. Ses autres publications sont entre autres :

- *The European Project from a global perspective* : « chez nous û de nous û et avec nous » (2010)
- *Glück Auf, the tale of a European Limburger* (2010) (un livre sur l'Europe, les questions mondiales et la démocratie sociale)
- Weblog : www.nederlandineuropa.nl
- Colonne mensuelle dans un journal : *De Limburger*
- « L'Europe à plusieurs vitesses » dans la *Revue française de science politique* (1986)

Monde universitaire

M. Timmermans a été professeur à l'Université d'Utrecht, aux Pays-Bas où il a présidé la chaire du Traité d'Utrecht en 2010 et début 2011.

Formation universitaire

Université Radboud de Nimègue, Pays-Bas
1985 Diplôme de langue et littérature française
Université de Nancy, France – enseignement post-universitaire
Diplôme d'études approfondies en littérature
Diplôme d'études supérieures européennes

Langues

Néerlandais : langue maternelle
Anglais : niveau langue maternelle
Français : niveau langue maternelle
Allemand : niveau langue maternelle
Italien : courant
Russe : bonne maîtrise
Espagnol : bonne connaissance pratique